

**Point de presse de la porte-parole -
Sommet du G20/Réunion trilatérale
climat - Journée mondiale de lutte
contre le VIH/sida - Incidents en
mer d'Azov**

(Paris, 30 novembre 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

1 - Sommet du G20 - Réunion trilatérale climat (30 novembre 2018)

En marge du Sommet du G20 de Buenos Aires (30 novembre - 1er décembre), M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, tiendra le 30 novembre 2018 une réunion avec M. Wang Yi, conseiller des affaires d'Etat et ministre chinois des affaires étrangères, et M. Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies.

Cette rencontre sera l'occasion d'échanger sur les questions climatiques et environnementales dans la perspective de l'ouverture de la 24e Conférence des parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre les changements climatiques (2-14 décembre, Katowice, Pologne), qui doit assurer l'application de règles robustes et ambitieuses pour la mise en oeuvre de l'Accord de Paris. Cette rencontre sera également importante pour préparer la 15e Conférence des parties à la Convention des Nations unies pour la protection de la diversité biologique, qui se tiendra en Chine en 2020.

Le 19 novembre 2018, la France et la Chine ont lancé l'année franco-chinoise de l'environnement. Elles démontrent ainsi leur volonté d'unir leurs efforts dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de l'environnement. C'est un message d'encouragement à la mobilisation internationale dans ces domaines.

Cette rencontre sera suivie d'une conférence de presse et d'une déclaration de presse conjointe.

2 - Journée mondiale de lutte contre le VIH/sida (1er décembre 2018)

À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, célébrée le 1er décembre, la France réaffirme son engagement à lutter contre le VIH/sida. Elle appelle l'ensemble des acteurs de la communauté internationale, publics comme privés, à se mobiliser pour mettre fin à la pandémie d'ici 2030, conformément aux objectifs de développement durable fixés par les Nations unies.

Malgré les immenses progrès réalisés en trente ans, les obstacles à l'élimination du sida restent importants : en 2017, 1,8 million de personnes ont été nouvellement infectées et plus de 40% des personnes affectées n'ont toujours pas accès aux traitements. Le sida reste la première cause de mortalité des femmes de 15 à 44 ans et la deuxième cause de mortalité des adolescents dans le monde.

La France a joué un rôle clé dans la naissance, en 2002, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial). Nous sommes aussi l'un des pays à l'origine d'UNITAID, en 2006, dont nous avons financé 60% des actions en faveur de l'innovation des traitements, des diagnostics et de la prévention.

La France poursuit son action dans la lutte contre le VIH/sida :

- en tant que second donateur historique au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (4,8 milliards de dollars versés depuis 2002) ;
- en tant que premier donateur à UNITAID (1,5 milliards d'euros versés depuis 2006) ;
- à travers l'implication de ses chercheurs ;
- dans le cadre de son aide bilatérale, notamment en matière d'assistance technique et de soutien aux associations.

Cet engagement a été réaffirmé par la décision du président de la République d'accueillir à Lyon, le 10 octobre 2019, la sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial. Nous comptons sur les leaders du monde entier pour mobiliser de nouvelles ressources pour le Fonds mondial pour la période 2020-2022.

3 - Incidents en mer d'Azov

Q - Comment pouvez-vous commenter l'information sur les exercices de la défense antiaérienne ukrainienne en mer d'Azov ? Comment associez-vous cela avec les appels sur la désescalade en région ?

R - Je vous renvoie aux propos du ministre qui s'est exprimé mardi sur les incidents dans le détroit de Kertch, au cours de sa conférence de presse commune avec son homologue russe.

Il a appelé les parties à favoriser un apaisement de la situation et à s'engager dans un processus de désescalade, tout comme les Etats membres de l'Union européenne et les Alliés de l'OTAN. Cela requiert notamment la libération immédiate des prisonniers et la restitution des bateaux capturés par les autorités russes.

Nous rappelons également notre attachement à la liberté de circulation maritime, en mer Noire, en mer d'Azov et dans le détroit de Kertch./.